



Communiqué de presse-Mardi 21 juin 2011

Pyrénées : Protéger la biodiversité, c'est aussi protéger l'ours

À Toulouse, se tient aujourd'hui, mardi 21 juin 2011, la réunion de la Stratégie Pyrénéenne de Valorisation de la Biodiversité. C'est lors de la présentation de cette stratégie le 26 juillet 2010 que le Gouvernement avait annoncé le lâcher d'une ourse en remplacement de Franska, morte suite à une collision avec un véhicule. Alors que l'État vient d'annoncer son renoncement au lâcher d'une ourse dans le Béarn, les associations qui siègent dans cette instance de concertation sur l'avenir de la biodiversité annoncent que, sans engagement clair de l'État, elles refusent de participer à cette réunion.

Le 26 juillet 2010, en pleine année de la biodiversité, Madame Chantal JOUANNO, alors Secrétaire d'État en charge de l'Écologie, annonçait au nom de l'État, la mise en chantier d'une stratégie pyrénéenne pour la valorisation de la biodiversité. L'objectif de cette stratégie était de faire de la biodiversité une richesse pour le massif pyrénéen et d'y prendre appui pour mettre en action un projet de développement durable du territoire. Pour éviter de cristalliser les efforts uniquement sur des espèces emblématiques, comme l'ours, l'État proposait une réflexion plus globale visant à agir sur toutes les espèces et leurs habitats, le tout en harmonie avec les activités économiques, agricoles, touristiques et culturelles. Pour sceller cet engagement, l'État s'engageait en faveur d'un plan de conservation de l'ours crédible, fondé sur un accroissement naturel de la population et pour le remplacement de l'ourse tuée accidentellement en 2007.

A présent que l'abandon de cette promesse de lâcher une seule ourse dans le Béarn est annoncé, les associations de protection de la nature siégeant au sein de cette stratégie, France Nature Environnement, le Conseil International Associatif pour la Protection des Pyrénées (CIAPP), Nature Midi-Pyrénées et la Société Française d'Étude et de Protection des Mammifères (SFPEM) doutent de l'ambition réelle de cette stratégie.

Stéphane Aulagnier, président de la SFPEM explique : « *Selon les scientifiques, lâcher une seule femelle ne peut suffire à rendre la population d'ours viable dans les Pyrénées. Toutefois, les associations, certaines qu'une stratégie axée sur l'ensemble des espèces et des habitats, à l'échelle de tout le massif pyrénéen, était plus efficace, ont accepté par compromis d'avancer par petit pas, et donc de n'avoir qu'une ourse* ».

Marc Mailet, secrétaire général du CIAPP poursuit : « *Face au revirement de l'État sur cet engagement, nous doutons sérieusement de sa volonté de voir cette stratégie concrétisée et ce d'autant qu'il n'y a aucun engagement financier pour réaliser les ambitions issues des premières tables-rondes* ».

Le président de Nature Midi-Pyrénées, Jérôme CALAS, qui représente FNE au sein des travaux de la Stratégie précise : « *Nature Midi-Pyrénées et les associations du mouvement FNE des Pyrénées ont participé activement aux concertations déjà moult fois engagées depuis plusieurs années, au sein de l'Institution Patrimonial du Haut-Béarn, puis dans la phase d'élaboration du plan de renforcement et de conservation de l'ours brun dans les Pyrénées et enfin au sein du Groupe National Ours et du Comité de massif, mais avec l'abandon du lâcher, nous craignons que l'État nous embarque une fois encore dans des discussions qui ne seront pas concrétisées* ».

Bruno Genty, président de France Nature Environnement conclut : « *Nous souhaitons marquer notre forte inquiétude et notre désaccord avec cette politique de valse hésitation. Notre mouvement, avec la SFPEM, va donc quitter la séance. Cette décision n'est pas dans nos habitudes et représente un geste fort de notre part*».

A l'occasion de la mise en place du Comité de la Stratégie Pyrénéenne de Valorisation de la Biodiversité, les représentants de France Nature Environnement, du CIAPP, de Nature Midi-Pyrénées et la SFPEM quitteront donc la séance après avoir exposé les motivations de ce geste.

Lire la lettre ouverte adressée au Président de la République

Lire la déclaration des associations